

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 02 — 2565

[S-C — 29525]

29 JUILLET 1992

## Décret portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application, création et maintien d'établissements d'enseignement*

**Article 1er.** Le présent décret s'applique à l'enseignement secondaire de plein exercice de la Communauté française ou subventionné par elle. Il ne s'applique ni à l'enseignement secondaire spécial ni à l'enseignement secondaire professionnel complémentaire.

**Art. 2.** Tout établissement d'enseignement secondaire de type I comprend soit les trois degrés, soit les deux premiers degrés, soit le deuxième et le troisième degrés, soit le premier degré seul aux conditions fixées aux articles 3 à 5.

**Art. 3.** Un établissement qui organise exclusivement le premier degré de l'enseignement secondaire de type I peut être créé ou maintenu lorsque, sur le territoire de la même commune, le pouvoir organisateur de l'établissement précité ou un autre pouvoir organisateur d'un établissement de même caractère organise les deuxième et troisième degrés et lorsque ces derniers sont répartis dans deux établissements au moins.

Toutefois, lorsque plusieurs établissements du même réseau organisent exclusivement le premier degré sur le territoire de la commune, chacun de ceux-ci compte 300 élèves au moins.

**Art. 4.** Par dérogation à l'article 3, alinéa 1er, un établissement qui organise exclusivement le premier degré de l'enseignement secondaire de type I peut être maintenu :

1° s'il existe au 1er juillet 1992 ou s'il est issu d'un établissement qui, à la date précitée, comprenait les deux premiers degrés ou les trois degrés;

2° et s'il est, pour un même réseau, le seul établissement sur le territoire de la commune.

Par dérogation à l'article 3, alinéa 1er, un établissement qui organise exclusivement le premier degré de l'enseignement secondaire de type I peut être maintenu :

1° s'il existe au 1er juillet 1992;

2° s'il est, pour un même réseau, le seul établissement organisant exclusivement le premier degré sur le territoire de la commune;

3° et s'il compte 200 élèves au moins.

**Art. 5.** A l'exclusion de tout autre avantage, les établissements visés à l'article 4, alinéa 1er, conservent, en cas de fusion avec un autre établissement, le bénéfice du comptage séparé de leur population scolaire pour le calcul du nombre de périodes-professeurs au premier degré lorsque cette population atteint les minima fixés :

1° par l'arrêté royal du 30 mars 1982 relatif aux centres d'enseignement secondaire et fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement secondaire de plein exercice;

2° par l'arrêté de l'Exécutif pris sur la base des articles 18 et 19.

**Art. 6.** Un nouvel établissement d'enseignement secondaire de type I ne peut être créé ou subventionné s'il ne compte pas 450 élèves au 1er octobre de l'année de sa création.

CHAPITRE II. — *Calcul et utilisation du nombre de périodes-professeurs*

## Section Ire. — Régime général

**Art. 7.** Le nombre total de périodes-professeurs qui peuvent être organisées par un établissement d'enseignement secondaire est la somme des différents nombres intermédiaires de périodes-professeurs.

Les nombres intermédiaires de périodes-professeurs sont les nombres de périodes qui peuvent être organisées, par degré, par année ou par groupes d'années, respectivement :

1° pour la formation commune;

2° pour l'apprentissage des langues modernes comme outils de communication;

3° pour les autres formations appelées ci-après formations optionnelles;

4° pour la différenciation des rythmes d'apprentissage et la lutte contre l'échec scolaire.

L'Exécutif détermine les cours qui font partie de la formation commune, ceux qui font partie de la formation optionnelle et ceux qui font partie de l'apprentissage des langues modernes comme outils de communication.

Le nombre de périodes-élèves est, pour un cours ou un ensemble de cours, le produit du nombre d'élèves par le nombre de périodes que l'Exécutif fixe en application de l'article 10, alinéa 5.

Les nombres intermédiaires de périodes-professeurs sont calculés séparément pour les années ou groupes d'années suivants :

1° les première année A et deuxième année commune de l'enseignement de type I;

2° la première année B de l'enseignement de type I;

(1) *Session extraordinaire de 1992.*

*Documents du Conseil.* — Nos 55. — No 1 : Projet de décret. — No 2 : Rapport. — Nos 3 et 4 : Amendements. *Comptes rendus intégraux.* — Discussion. Séance du 28 juillet 1992. — Adoption. Séance du 29 juillet 1992.

- 3° la deuxième année professionnelle de l'enseignement de type I;
- 4° le deuxième degré de l'enseignement de transition de type I;
- 5° le deuxième degré de la section de qualification de l'enseignement technique de type I;
- 6° le deuxième degré de l'enseignement professionnel de type I;
- 7° le troisième degré de l'enseignement de transition de type I;
- 8° le troisième degré de la section de qualification de l'enseignement technique de type I;
- 9° le troisième degré de l'enseignement professionnel de type I;
- 10° les deux premières années de l'enseignement général et de l'enseignement technique de type II;
- 11° les deux premières années de l'enseignement professionnel de type II;
- 12° les troisième et quatrième années de l'enseignement général de type II;
- 13° les troisième et quatrième années de l'enseignement technique de type II;
- 14° les troisième et quatrième années de l'enseignement professionnel de type II;
- 15° les cinquième et sixième années de l'enseignement général de type II;
- 16° les cinquième et sixième années de l'enseignement technique de type II;
- 17° les cinquième et sixième années de l'enseignement professionnel de type II;
- 18° les septième années visées à l'article 13.

**Art. 8.** Le nombre de périodes-professeurs pour les cours liés à la formation commune est obtenu en multipliant le nombre total d'élèves des degrés ou groupes d'années par un nombre que l'Exécutif fixe, et en divisant ce produit par les diviseurs qu'il assigne aux différentes tranches de population scolaire qu'il détermine.

**Art. 9.** Dans les deux premières années de l'enseignement secondaire, ainsi que dans l'enseignement de transition de type I et dans l'enseignement général de type II, le nombre de périodes-professeurs pour les cours liés à l'apprentissage des langues modernes comme outils de communication est obtenu en multipliant le nombre d'élèves inscrits à ces cours par un nombre que fixe l'Exécutif et en divisant ce produit par les diviseurs qu'il assigne aux différentes tranches de population scolaire qu'il détermine.

**Art. 10.** En première année A et en deuxième année commune de l'enseignement secondaire de type I ainsi que dans les deux premières années de l'enseignement général et de l'enseignement technique de type II, le nombre de périodes-professeurs pour les cours liés à la formation optionnelle est fixé par l'Exécutif.

Dans les autres degrés ou groupes d'années de l'enseignement de transition de type I ou de l'enseignement général de type II, l'Exécutif détermine le nombre de périodes-élèves dans les cours liés à la formation optionnelle en distinguant :

1° les cours de laboratoire organisés dans le cadre ou en complément de cours de sciences constituant une option simple ou une option groupée, à raison d'un nombre de périodes par élève que fixe l'Exécutif, respectivement pour l'enseignement général et pour l'enseignement technique;

2° l'ensemble des cours spéciaux de dactylographie ou de traitement de texte ainsi que l'ensemble des cours d'informatique de gestion, de travaux dirigés d'économie appliquée, ou de cours que, sous des intitulés différents, l'Exécutif reconnaît comme assimilés aux précédents, s'ils sont organisés en complément d'un cours de sciences économiques constituant une option simple, avec un maximum de périodes par élève que fixe l'Exécutif;

3° les cours faisant partie d'une option groupée reconnue par l'Exécutif comme formation de transition à dominante technologique, à raison d'un nombre de périodes par élève que l'Exécutif détermine;

4° les cours faisant partie d'une option groupée reconnue par l'Exécutif comme formation de transition à dominante économique, à raison d'un nombre de périodes par élève que l'Exécutif détermine;

5° les autres cours de la formation optionnelle.

L'Exécutif réduit le nombre de périodes-élèves pour les élèves qui poursuivent une partie de leur formation dans l'enseignement artistique.

Pour les degrés et groupes d'années de la section de qualification de l'enseignement technique de type I, de l'enseignement technique de type II et de l'enseignement professionnel, l'Exécutif détermine le nombre de périodes-élèves dans les cours liés à la formation optionnelle, y compris les cours liés à l'apprentissage des langues modernes comme outils de communication, en distinguant :

1° un ensemble de cours dont l'Exécutif admet le comptage séparé en raison des exigences spécifiques qu'ils présentent en matière de sécurité, d'équipement et de formation;

2° les autres cours de la formation optionnelle.

Pour l'application des alinéas 2 à 4, le nombre de périodes-professeurs est le quotient des différents nombres de périodes-élèves par les diviseurs que l'Exécutif fixe selon les tranches de population scolaire qu'il détermine.

**Art. 11.** Pour la différenciation des rythmes d'apprentissage et la lutte contre l'échec scolaire, le nombre de périodes-professeurs est augmenté d'une fraction de période par élève que l'Exécutif fixe, en distinguant éventuellement des tranches de population scolaire :

1° au deuxième degré de l'enseignement professionnel de type I ainsi que dans les troisième et quatrième années de l'enseignement professionnel de type II;

2° en première année A et en deuxième année commune de l'enseignement secondaire de type I;

3° en deuxième année professionnelle de l'enseignement secondaire.

**Art. 12.** Par dérogation aux articles 8 à 11 :

1° dans la première année B organisée dans l'enseignement secondaire de type I, le nombre de périodes-professeurs est obtenu en multipliant le nombre d'élèves par un nombre que l'Exécutif fixe et en divisant ce produit par les diviseurs qu'il assigne aux différentes tranches de population scolaire qu'il détermine.

2° en deuxième année professionnelle de l'enseignement secondaire de type I ainsi que dans les deux premières années de l'enseignement secondaire professionnel de type II, le nombre de périodes-professeurs est obtenu en multipliant le nombre d'élèves par un nombre que l'Exécutif fixe et en divisant ce produit par les diviseurs qu'il assigne aux différentes tranches de population scolaire qu'il détermine.

**Art. 13.** Par dérogation aux articles 8 à 11, dans les années énumérées ci-après et selon les spécificités de chacune, le nombre de périodes-professeurs est obtenu en multipliant le nombre d'élèves par le nombre de périodes que l'Exécutif fixe et en divisant ce produit par les diviseurs que l'Exécutif fixe pour les différentes tranches de périodes-élèves qu'il détermine.

Les années visées à l'alinéa 1er sont :

1° la septième année préparatoire à l'enseignement supérieur;

2° la septième année de perfectionnement ou de spécialisation de l'enseignement technique de qualification;

3<sup>o</sup> la septième année de perfectionnement ou de spécialisation de l'enseignement professionnel;  
 4<sup>o</sup> la septième année organisée au terme du troisième degré de l'enseignement professionnel en vue de délivrer le certificat d'enseignement secondaire supérieur sans que soit en outre délivré un certificat de qualification.

**Art. 14. § 1er.** Les diviseurs visés aux articles 8, 9, 10, 12 et 13 ne peuvent être inférieurs à 10 ni supérieurs à 24.

§ 2. L'encadrement attribué aux deux premières années de l'enseignement secondaire est plus favorable que l'encadrement attribué au deuxième et au troisième degrés de l'enseignement de transition.

Pour les élèves qui suivent, en deuxième année de l'enseignement secondaire, une formation technique comprenant au moins six périodes, le diviseur appliqué à cette partie de la formation optionnelle ne peut être supérieur à 12 pour la première tranche de population scolaire.

§ 3. Le diviseur attribué à la première année B est fixé à 10 pour la première tranche de population scolaire. Pour les autres tranches, il ne peut être supérieur à 14.

Le diviseur attribué à la deuxième année professionnelle ne peut être supérieur à 14. Une tranche de population scolaire bénéficie d'un diviseur qui ne peut être supérieur à 12.

§ 4. Le diviseur attribué pour la formation optionnelle dans l'enseignement professionnel et dans l'enseignement technique de qualification est fixé à 10 pour la première tranche de périodes-élèves. Le même diviseur est retenu pour l'ensemble des cours à comptage séparé visés à l'article 10, alinéa 4.

Le diviseur attribué à la formation commune au deuxième degré de l'enseignement professionnel ne peut être supérieur à 10. Une tranche de population scolaire bénéficie d'un diviseur qui ne peut être supérieur à 14.

§ 5. La somme des nombres fixés par l'Exécutif en application des articles 8 et 9 et du nombre de périodes qui détermine le nombre de périodes-élèves fixé en application de l'article 10 ne peut être inférieure à 30 ni supérieure à 34.

Les nombres fixés par l'Exécutif en application des articles 12 et 13 ne peuvent être inférieurs à 30 ni supérieurs à 34.

Les fractions de période par élève fixées par l'Exécutif en application de l'article 11 ne peuvent être inférieures à un vingtième ni supérieures à six vingtièmes.

**Art. 15. § 1er.** L'Exécutif fixe un encadrement minimum en tenant compte de la taille de l'établissement et de sa structure, pour les établissements situés à plus de 12 km d'un autre établissement de même caractère ou dans des communes dont la densité de population est inférieure à 125 habitants au km<sup>2</sup> et qui comptent :

- 1<sup>o</sup> moins de 450 élèves s'ils organisent les trois degrés;
- 2<sup>o</sup> moins de 350 élèves s'ils n'organisent que les deux premiers degrés;
- 3<sup>o</sup> moins de 300 élèves s'ils organisent uniquement le deuxième et le troisième degré ou le seul premier degré;
- 4<sup>o</sup> moins de 550 élèves s'ils organisent les trois degrés et les trois formes d'enseignement au second et au troisième degrés;
- 5<sup>o</sup> moins de 350 élèves s'ils organisent uniquement le second et le troisième degrés et les trois formes d'enseignement dans ces deux degrés.

Le présent paragraphe n'est pas applicable lorsque la population scolaire totale des établissements de même réseau situés sur le territoire de la même commune est supérieure à 1 200 élèves.

§ 2. L'Exécutif peut déroger aux règles fixées à l'article 9 tant en matière de diviseurs qu'en matière de tranches de population scolaire pour les cours liés à l'apprentissage des langues modernes comme outils de communication en faveur des établissements situés dans les communes visées à l'article 3, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement et qui comptent :

- 1<sup>o</sup> moins de 450 élèves s'ils organisent les trois degrés;
- 2<sup>o</sup> moins de 350 élèves s'ils n'organisent que les deux premiers degrés;
- 3<sup>o</sup> moins de 300 élèves s'ils organisent uniquement le deuxième et le troisième degré ou le seul premier degré;
- 4<sup>o</sup> moins de 550 élèves s'ils organisent les trois degrés et les trois formes d'enseignement au second et au troisième degrés;
- 5<sup>o</sup> moins de 350 élèves s'ils organisent uniquement le second et le troisième degrés et les trois formes d'enseignement dans ces deux degrés.

**Art. 16.** Sur base de leurs projets pédagogiques, l'Exécutif attribue un encadrement complémentaire aux écoles accueillant des élèves qui, en raison de leur milieu socio-culturel, rencontrent des difficultés particulières, notamment dans la maîtrise de la langue française.

#### Section 2. — Encadrement minimum de base

**Art. 17.** Dans les établissements organisant un enseignement secondaire de type I, le nombre de périodes-professeurs obtenu en application des articles 8 à 14 est augmenté de manière à atteindre les minima que fixe l'Exécutif.

L'alinéa 1er n'est pas applicable pendant les deux premières années de la création d'une option, d'une année ou d'un degré ni pendant les deux premières années de la réouverture d'une option prévue à l'article 19.

#### Section 3. — Minima de population scolaire

**Art. 18.** L'Exécutif fixe des minima de population par degré, par cycle, par année, par groupe d'années, par section ou par option :

- 1<sup>o</sup> pour les établissements situés dans des communes dont la densité de population est inférieure à 125 habitants au km<sup>2</sup> ou qui sont situés à plus de 12 km d'un autre établissement de même caractère;
- 2<sup>o</sup> pour les autres établissements.

**Art. 19. § 1er.** Tout degré, tout cycle, toute section, toute option qui n'atteint pas, pendant deux années scolaires consécutives, le minimum prévu à l'article 18, est fermé, année par année, à partir de l'année scolaire suivante.

Lorsque les minima de population portent sur une seule année d'études, celle qui n'atteint pas, pendant deux années scolaires consécutives, le minimum prévu à l'article 18 est fermée l'année scolaire suivante.

§ 2. L'Exécutif peut déroger au § 1er en faveur des établissements situés à une distance d'au moins 12 km d'un autre établissement de même caractère dans lequel le même degré ou cycle est organisé.

§ 3. L'Exécutif peut déroger au § 1er pour une option qui n'est pas organisée dans un autre établissement, situé à une distance que l'Exécutif fixe, lorsque cette option répond à un besoin régional manifeste ou qu'elle débouche sur une embauche assurée.

§ 4. Un établissement peut suspendre l'organisation d'une option pendant un maximum de deux années scolaires consécutives. Dans ce cas, il peut réorganiser cette option sous réserve d'atteindre au 1er octobre le minimum de population scolaire visé à l'article 18 dans le cas d'une année d'étude isolée et la moitié du minimum de population scolaire visé à l'article 18 dans le cas d'un degré.

Si, le dernier jour de classe du 1er trimestre, l'option n'atteint plus la norme requise ci-dessus, elle est fermée année par année dès la rentrée scolaire suivante et ne pourra plus être réouverte que dans le respect des règles de programmation visées à l'arrêté royal du 30 mars 1982 précité.

#### Section 4. — Utilisation des périodes-professeurs

Art. 20. § 1er. Les transferts de périodes-professeurs attribuées au premier degré de l'enseignement secondaire de type I ou aux deux premières années de l'enseignement secondaire de type II vers les autres degrés ou années ne peuvent dépasser 5 p.c.

L'Exécutif peut accorder dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, dans des conditions qu'il détermine, et permettre un transfert qui ne peut dépasser 10 p.c. Toutefois, ces transferts ne peuvent conduire à ce que la taille moyenne des groupes dépasse 22 élèves au 1er degré.

Dans l'enseignement de type I, les transferts de périodes-professeurs attribuées à l'enseignement de qualification vers l'enseignement de transition ne peuvent dépasser 5 p.c.

Dans l'enseignement de type II, les transferts de périodes-professeurs attribuées à l'enseignement technique et à l'enseignement professionnel vers l'enseignement général de type II ou vers l'enseignement de transition de type I ne peuvent dépasser 5 p.c.

Toutefois, les alinéas 2 et 3 ne sont pas applicables lorsque l'établissement n'organise dans l'enseignement de transition que la forme technique.

§ 2. Les transferts de périodes-professeurs entre établissements appartenant au même réseau sont autorisés y compris vers les centres d'éducation et de formation en alternance.

§ 3. Dans le respect des normes de sécurité pour la constitution des groupes d'élèves, le nombre total de périodes-professeurs peut être utilisé librement par le chef d'établissement après consultation du personnel enseignant ainsi que, pour l'enseignement de la Communauté française, du conseil de participation.

§ 4. Des périodes-professeurs peuvent être utilisées :

- 1° pour les activités des conseils et des directions de classe;
- 2° pour la coordination pédagogique;
- 3° pour l'organisation de la médiathèque;
- 4° pour la coordination école-société.

§ 5. Des périodes-professeurs peuvent également être consacrées à un encadrement supplémentaire en personnel auxiliaire, d'éducation, à raison de l'équivalent d'un emploi à prestations complètes de surveillant-éducateur ou d'assistant social, par 24 périodes-professeurs pour assurer un encadrement éducatif et social.

Art. 21. § 1er. Chaque pouvoir organisateur ou chaque groupe de pouvoirs organisateurs a le droit de prélever un maximum de 1 p.c. du nombre total de périodes-professeurs dans les établissements qu'il organise, pour permettre un meilleur fonctionnement de certains d'entre eux, en particulier l'organisation des options visées à l'article 19, § 3, ou l'affectation à des tâches utiles à plusieurs établissements de membres du personnel directeur et enseignant, non placés en disponibilité totale par défaut d'emploi et à qui n'ont pu être attribuées le nombre d'heures de cours pour lesquelles ils sont rétribués.

Dans l'enseignement libre subventionné, les dispositions de l'alinéa 1er sont de la compétence du groupe de pouvoirs organisateurs par zone géographique.

§ 2. L'Exécutif peut accorder à chaque réseau un nombre de périodes complémentaires à concurrence d'un pourcentage, qu'il détermine, du nombre total de périodes-professeurs organisables lors de l'année scolaire précédente dans le réseau concerné.

Pendant les cinq années visées à l'article 28, ces périodes-professeurs devront, avant toute autre utilisation, être attribuées pour affecter à des tâches utiles à un ou à plusieurs établissements les membres du personnel directeur et enseignant placés en disponibilité totale par défaut d'emploi ou auxquels n'a pu être attribué le nombre d'heures de cours pour lequel ils sont rétribués.

#### CHAPITRE III. — Comptage des élèves

Art. 22. § 1er. Le nombre d'élèves pris en compte pour l'application du chapitre II est le nombre d'élèves réguliers le dernier jour de classe du premier trimestre de l'année scolaire précédente, diminué du nombre d'élèves exclus définitivement de l'établissement entre cette date et le 30 juin suivant. L'élève ayant changé d'orientation d'études, de forme d'enseignement, d'année d'études ou d'établissement le premier jour de classe du 2e trimestre est comptabilisé conformément à son nouveau choix.

§ 2. L'établissement qui, entre, le dernier jour de classe du premier trimestre et le 30 avril suivant, accueille un élève en âge d'obligation scolaire exclu définitivement d'un autre établissement peut l'ajouter au nombre d'élèves tel que défini au § 1er pour autant qu'il ait fréquenté régulièrement les cours dans l'établissement jusqu'au 30 juin.

§ 3. L'Exécutif détermine, de manière identique pour tous les réseaux, les modalités de justification des absences.

§ 4. Le nombre d'élèves pris en compte pour l'organisation des cours de religion et de morale non-confessionnelle est fixé au 1er octobre de l'année scolaire en cours.

Art. 23. L'Exécutif peut déroger à la date du dernier jour de classe du premier trimestre visée à l'article 22.

#### CHAPITRE IV. — Concertation

Art. 24. Après concertation avec les représentants des différents pouvoirs organisateurs, l'Exécutif :

- 1° détermine les options et sections qui peuvent être organisées par degré ou cycle et par forme d'enseignement;
- 2° classe les options et sections en secteurs et, à l'intérieur des secteurs, en groupes;
- 3° définit, par zone géographique qu'il détermine, les obligations de concertation entre établissements de même caractère;
- 4° peut déterminer, par dérogation aux dispositions prises en application des articles 18 et 19, des minima de population plus favorables afin de permettre une offre de formation suffisante par zone géographique et par caractère.

La concertation visée à l'alinéa 1er porte notamment sur la programmation et sur l'harmonisation de l'offre régionale de formation et l'utilisation des périodes-professeurs visée à l'article 21.

**Art. 25.** L'organisation ou l'admission aux subventions de nouvelles options est subordonnée à l'avis favorable issu de la concertation visée à l'article 24, alinéa 1er, 3°. Si un pouvoir organisateur outrepassé un avis défavorable, il perd le bénéfice des crédits ou des subventions pour l'ensemble de l'établissement où l'option en cause est organisée.

#### CHAPITRE V. — Dispositions finales

**Art. 26. § 1er.** Sont abrogés :

- 1° les articles 1 à 5, 8 à 16, 19, 20, 21, 22 et 23 du décret du 2 juillet 1990 fixant le mode de calcul et d'utilisation du nombre global de périodes-professeurs pour l'enseignement de plein exercice de type I et de type II;
- 2° l'article 2, § 3, de la loi du 19 juillet 1971 relative à l'organisation et à la structure générale de l'enseignement secondaire;
- 3° l'arrêté royal du 15 décembre 1973 déterminant les normes de dédoublement et de regroupement d'années d'études dans l'enseignement technique, en ce qu'il concerne l'enseignement secondaire de plein exercice;
- 4° l'article 1er, 2°, de l'arrêté royal du 9 novembre 1981 déterminant les conditions auxquelles doit répondre un centre d'enseignement secondaire;
- 5° les articles 12, 33, alinéa 2 et 38 de l'arrêté royal du 30 mars 1982 précité.

§ 2. Dans l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements, ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'article 4, modifié par la loi du 29 juin 1983 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 4. § 1er. Au premier et au deuxième degrés sont requis :

a) 10 élèves au minimum pour :

- une option de base;
- une activité complémentaire.

Toutefois, lorsqu'une option de la troisième année, dont le ministre admet le caractère polyvalent, est scindée en plusieurs options dans la quatrième année, l'une de celles-ci n'est pas soumise à la norme;

b) 8 élèves au minimum pour :

- une option en quatrième année de réorientation;
- une option en cinquième année de perfectionnement ou de spécialisation ou une moyenne de 8 élèves lorsque plusieurs options sont organisées, à condition que chacune d'entre elles compte au moins 6 élèves.

Toutefois, aucune norme n'est requise en cinquième année de perfectionnement ou de spécialisation lorsqu'il s'agit d'une option dans laquelle le certificat de qualification n'est pas délivré à la fin de la quatrième année d'études par application de l'article 23, 3°, de l'arrêté royal du 30 juillet 1976 susvisé;

c) 12 élèves au minimum pour une première année B et 15 élèves pour une deuxième année professionnelle.

Toutefois ces minima de population sont réduits respectivement à 6 et 12 pour une première création dans un nouveau centre d'enseignement secondaire.

§ 2. Dans l'année préparatoire à l'enseignement professionnel, pour l'organisation de plus d'un domaine d'activités professionnelles, une moyenne de 10 élèves est requise à condition que chacun d'entre eux compte au moins 8 élèves.

En deuxième année professionnelle, pour la création de plus d'une option de base, une moyenne de 10 élèves est requise à condition que chacune d'entre elles compte au moins 8 élèves.

§ 3. Si, en troisième année de transition et en troisième année de qualification de l'enseignement technique, des options groupées de même appellation sont organisées, une moyenne de 10 élèves est requise à condition que chacune d'entre elles compte au moins 8 élèves. »

2° les mots « de haute fréquence » sont supprimés :

à l'article 5, d, modifié par l'arrêté royal n° 539 du 31 mars 1987;

3° les mots « de haute fréquence » sont supprimés :

à l'article 5, a, modifié par l'arrêté royal n° 438 du 11 août 1986;

4° les mots « une option de fréquence » sont supprimés :

à l'article 5, b;

5° l'article 8 est abrogé;

6° sont également abrogés :

a) l'article 2, § 2;

b) l'article 5, c, modifié par l'arrêté royal n° 438 du 11 août 1986;

c) l'article 24bis, inséré par la loi du 29 juin 1983.

d) l'article 7, § 5, dernier alinéa.

§ 3. Dans l'arrêté royal du 30 mars 1982 précité, l'Exécutif est habilité à modifier les dispositions qui y ont été introduites par les arrêtés n° 438 du 11 août 1986 établissant pour l'année scolaire 1986-1987 le nombre de périodes-professeurs pour l'enseignement de plein exercice de type I, n° 539 du 31 mars 1987 fixant le nombre de périodes-professeurs pour l'enseignement de plein exercice de type I pour l'année scolaire 1987-1988, et n° 540 du 31 mars 1987 fixant le nombre de périodes-professeurs pour l'enseignement de plein exercice de type II pour l'année scolaire 1987-1988.

§ 4. Par dérogation à l'article 3, § 2, alinéa 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, un centre d'enseignement secondaire peut être constitué du seul établissement subsistant à la suite de fusion ou de fermeture d'établissement.

L'alinéa 1er n'est applicable que jusqu'à la création des zones géographiques en application de l'article 24, alinéa 1er, 3°.

**Art. 27.** L'Exécutif peut coordonner les dispositions législatives et décrétales relatives à l'enseignement secondaire ainsi que les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées au moment où cette coordination sera établie.

A cette fin, il peut :

1° modifier l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à coordonner, sous d'autres divisions;

2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau;

3° modifier la rédaction des dispositions à coordonner, en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie, sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions.

La coordination portera l'intitulé suivant :

« Décret relatif à l'enseignement secondaire, coordonné le ... ».

**Art. 28.** L'Exécutif arrête les mesures transitoires pour les cinq premières années d'application des chapitres Ier et II du présent décret de manière à :

1° permettre un passage progressif des résultats qui auraient été obtenus par le calcul fixé par le décret du 2 juillet 1990 précité aux résultats obtenus par le calcul fixé en application du présent décret;

2° permettre la réaffectation dans une autre fonction des membres du personnel nommés à titre définitif, et dont la nomination est agréée là où l'agrément existe, dans une fonction de promotion ou dans une fonction de sélection et qui seraient placés en disponibilité par défaut d'emploi suite aux dispositions du chapitre Ier;

3° faciliter l'adaptation à leur nouvelle structure des établissements qui fusionnent.

**Art. 29.** L'Exécutif fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions du présent décret, à l'exception :

a) de l'article 26, § 1er, 4° et 5°, et § 2, 1°, 2°, 3°, 4° et 6°, qui produit ses effets le 1er juillet 1992;

b) de l'article 26, § 2, 5°, qui entre en vigueur le 1er juillet 1993.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 29 juillet 1992.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,  
chargé de la Culture et de la Communication,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Mme M. DE GALAN

—  
VERTALING  
—

FRANSE GEMEENSCHAP  
—

N. 92 — 2565

[S-C — 29525]

29 JULI 1992

Decreet houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

**HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied, oprichting en behoud van onderwijsinrichtingen**

**Artikel 1.** Dit decreet is van toepassing op het secundair onderwijs met volledig leerplan van de Franse Gemeenschap of door laatstgenoemde gesubsidieerd. Het is niet van toepassing op het secundair buitengewoon onderwijs, noch op het aanvullend secundair beroepsonderwijs.

**Art. 2.** Elke inrichting voor secundair onderwijs van type I omvat ofwel de drie graden, ofwel de eerste twee graden, ofwel de tweede en de derde graad, ofwel alleen de eerste graad op de in de artikelen 3 tot 5 vastgestelde voorwaarden.

**Art. 3.** Een inrichting die uitsluitend de eerste graad van het secundair onderwijs van type I organiseert, kan opgericht of gehandhaafd worden wanneer op het grondgebied van dezelfde gemeente de inrichtende macht van voormelde inrichting of een andere inrichtende macht van een gelijkaardige inrichting de tweede en de derde graad organiseert en wanneer laatstgenoemde over minstens twee inrichtingen verdeeld zijn.

Wanneer verschillende inrichtingen van hetzelfde net uitsluitend de eerste graad op het grondgebied van de gemeente inrichten, telt elke inrichting ten minste driehonderd leerlingen.

**Art. 4.** In afwijking van artikel 3, lid 1, mag een inrichting die uitsluitend de eerste graad van het secundair onderwijs van type I organiseert, gehandhaafd worden :

1° indien ze op 1 juli 1992 bestaat of voortspuit uit een inrichting die, op voormelde datum, de eerste twee of drie graden omvatte;

2° en indien ze voor eenzelfde net de enige inrichting is op het grondgebied van de gemeente.

(1) *Buitengewone zitting 1992.*

*Stukken van de raad.* — Nrs. 55. — Nr. 1 : Ontwerp van decreet. — Nr. 2 : Verslag. — Nrs 3 en 4 : Amendementen. *Integraal verslag.* — Bespreking. Vergadering d.d. 28 juli 1992. — Aanneming. Vergadering d.d. 29 juli 1992.

In afwijking van artikel 3, lid 1, mag een inrichting die uitsluitend de eerste graad van het secundair onderwijs van type I organiseert, gehandhaafd worden indien ze :

- 1° op 1 juli 1992 bestaat;
- 2° voor eenzelfde net de enige inrichting is die uitsluitend de eerste graad van het secundair onderwijs organiseert op het grondgebied van de gemeente;
- 3° en ten minste 200 leerlingen telt.

**Art. 5.** Met uitsluiting van elk ander voordeel behouden de in artikel 4, lid 1 bedoelde inrichtingen, in geval van samenvoeging met een andere inrichting, het voordeel van de aparte telling van hun schoolbevolking voor de berekening van het aantal lessen/leraar in de eerste graad wanneer de bevolking de minima bereikt, vastgesteld :

1° bij het koninklijk besluit d.d. 30 maart 1982 betreffende de scholengemeenschappen voor secundair onderwijs en houdende het rationalisatie- en programmatieplan van het secundair onderwijs met volledig leerplan;

2° bij het besluit van de Executieve genomen op grond van de artikelen 18 en 19.

**Art. 6.** Een nieuwe inrichting voor secundair onderwijs van type I mag niet opgericht of gesubsidieerd worden wanneer ze op 1 oktober van het jaar van haar oprichting geen 450 leerlingen telt.

## HOOFDSTUK II. — Berekening en aanwending van het aantal lestijden/leraar

### Afdeling 1. — Algemene Regeling

**Art. 7.** Het totaal aantal lestijden/leraar die door een inrichting voor secundair onderwijs kunnen worden georganiseerd, is de som van de verschillende tussenaantallen lestijden/leraar.

Die tussenaantallen zijn de aantallen lestijden die per graad, per jaar of per jaargroep kunnen worden georganiseerd, respectievelijk :

- 1° voor de gemeenschappelijke vorming;
  - 2° voor het aanleren van de moderne talen als communicatiewerktuig;
  - 3° voor de andere vormen, hierna optionele vormen genoemd;
  - 4° voor het differentiëren van de leerritmes en de bestrijding van de schoolmislukkingen.
- De Executieve bepaalt de leergangen die resp. deel uitmaken van de gemeenschappelijke vorming, van de optionele vorming, van het aanleren van moderne talen als communicatiewerktuig.

Het aantal lestijden/leerling is, voor een leergang of een geheel van leergangen, het produkt van het aantal leerlingen met het aantal lestijden dat door de Executieve wordt bepaald in toepassing van artikel 10, lid 5.

De tussenaantallen lestijden/leraar worden afzonderlijk berekend voor de volgende jaren en jaargroepen :

- 1° het eerste jaar A en het gemeenschappelijk tweede jaar van het onderwijs van type I;
- 2° het eerste jaar B van het onderwijs van type I;
- 3° het tweede jaar van het beroepsonderwijs van type I;
- 4° de tweede graad van het doorstromingsonderwijs van type I;
- 5° de tweede graad van de kwalificatieafdeling van het technisch onderwijs van type I;
- 6° de tweede graad van het beroepsonderwijs van type I;
- 7° de derde graad van het doorstromingsonderwijs van type I;
- 8° de derde graad van de kwalificatieafdeling van het technisch onderwijs van type I;
- 9° de derde graad van het beroepsonderwijs van type I;
- 10° de eerste twee jaren van het algemeen onderwijs en het technisch onderwijs van type II;
- 11° de eerste twee jaren van het beroepsonderwijs van type II;
- 12° het derde en het vierde jaar van het algemeen onderwijs van type II;
- 13° het derde en het vierde jaar van het technisch onderwijs van type II;
- 14° het derde en het vierde jaar van het beroepsonderwijs van type II;
- 15° het vijfde en het zesde jaar van het algemeen onderwijs van type II;
- 16° het vijfde en het zesde jaar van het technisch onderwijs van type II;
- 17° het vijfde en het zesde jaar van het beroepsonderwijs van type II;
- 18° de in artikel 13 bedoelde zevende jaren.

**Art. 8.** Het aantal lestijden/leraar voor de leergangen van de gemeenschappelijke vorming wordt verkregen door het vermenigvuldigen van het aantal leerlingen van de graden of jaargroepen met een getal dat de Executieve bepaalt en dit produkt te delen door de delers die ze toekent aan de verschillende schoolbevolkingsschijven die ze bepaalt.

**Art. 9.** In de eerste twee jaren van het secundair onderwijs, alsook in het doorstromingsonderwijs van type I en in het algemeen onderwijs van type II wordt het aantal lestijden/leraar voor de leergangen verbonden aan het aanleren van moderne talen als communicatiewerktuig verkregen door het aantal voor die leergangen ingeschreven leerlingen te vermenigvuldigen met een door de Executieve vast te leggen getal, en dit resultaat te delen door de delers die ze toekent aan de verschillende schoolbevolkingsschijven die ze bepaalt.

**Art. 10.** In het eerste jaar A en in het tweede gemeenschappelijk jaar van het secundair onderwijs van type I alsmede in de eerste twee jaren van het algemeen onderwijs en van het technisch onderwijs van type II wordt het aantal lestijden/leraar voor de leergangen van de optionele vorming door de Executieve vastgesteld.

In de andere graden of jaargroepen van het doorstromingsonderwijs van type I of van het algemeen onderwijs van type II bepaalt de Executieve het aantal lestijden/leraar voor de leergangen van de optionele vorming door een onderscheid te maken tussen :

1° de laboratoriumcursussen die ingericht worden in het raam of als aanvulling van wetenschappelijke leergangen die een eenvoudige optie of een gegroepeerde optie uitmaken, naar rato van een aantal lestijden/leerling dat door de Executieve resp. voor het algemeen onderwijs en voor het technisch onderwijs wordt vastgesteld;

2° het geheel van de bijzondere vakken dactylografie of tekstverwerking, alsmede het geheel van de leergangen beheersinformatica, geleide werken inzake toegepaste economie, of leergangen die de Executieve, onder verschillende benamingen, erkent als gelijkgesteld met de voorafgaande indien ze worden ingericht ter aanvulling van een leergang economische wetenschappen die een eenvoudige optie uitmaakt, met een maximaal aantal lestijden/leerling dat door de Executieve wordt vastgesteld;

3<sup>o</sup> de leergangen die deel uitmaken van een gegroepeerde optie door de Executieve erkend als overwegend technologische doorstromingsvorming naar rato van een aantal lestijden/leerling dat door de Executieve wordt vastgesteld;

4<sup>o</sup> de leergangen die deel uitmaken van een gegroepeerde optie door de Executieve erkend als overwegend economische doorstromingsvorming, naar rato van een aantal lestijden/leerling dat door de Executieve wordt vastgesteld;

5<sup>o</sup> de andere leergangen van de optionele vorming.

De Executieve vermindert het aantal lestijden/leerling voor de leerlingen die een deel van hun vorming in het kunstonderwijs voortzetten.

Voor de graden en jaren groepen van de kwalificatieafdelingen van het technisch onderwijs van type I, van het technisch onderwijs van type II en van het beroepsonderwijs bepaalt de Executieve het aantal lestijden/leerling in de leergangen van de optionele vorming, met inbegrip van de leergangen verbonden aan het aanleren van moderne talen als communicatiewerktuig, door een onderscheid te maken tussen :

1<sup>o</sup> een geheel van leergangen waarvoor de Executieve de aparte telling toelaat wegens de specifieke eisen inzake veiligheid, uitrusting en opleiding;

2<sup>o</sup> de andere leergangen van de optionele vorming.

Voor de toepassing van lid 2 t/m lid 4 is het aantal lestijden/leerling het quotiënt van de verschillende aantallen lestijden/leerling door de delers die de Executieve vaststelt volgens de schoolbevolkingsschijven welke ze bepaalt.

**Art. 11.** Voor het differentiëren van de leerritmes en de bestrijding van de schoolmislukkingen wordt het aantal lestijden/leerling verhoogd met een lestijdbreuk per leerling, die de Executieve vaststelt door eventueel een onderscheid te maken tussen de schoolbevolkingsschijven :

1<sup>o</sup> in de tweede graad van het beroepsonderwijs van type I, alsmede in het derde en het vierde jaar van het beroepsonderwijs van type II;

2<sup>o</sup> in het eerste jaar A en in het tweede gemeenschappelijk jaar van het secundair onderwijs van type I;

3<sup>o</sup> in het tweede jaar secundair beroepsonderwijs.

**Art. 12.** In afwijking van de artikelen 8 t/m 11 wordt :

1<sup>o</sup> in het eerste jaar B, ingericht in het secundair onderwijs van type I, het aantal lestijden/leerling verkregen door het aantal leerlingen te vermenigvuldigen met een getal dat de Executieve bepaalt en dit produkt te delen door de delers die ze toekent aan de verschillende schoolbevolkingsschijven die ze bepaalt;

2<sup>o</sup> in het tweede jaar beroepsonderwijs van het secundair onderwijs van type I, alsmede in de eerste twee jaren van het secundair beroepsonderwijs van type II, het aantal lestijden/leerling verkregen door het vermenigvuldigen van het aantal leerlingen met een getal dat de Executieve bepaalt, en dit produkt te delen door de delers die ze toekent aan de verschillende schoolbevolkingsschijven die ze bepaalt.

De in lid 1 bedoelde jaren zijn :

1<sup>o</sup> het zevende jaar dat op het hoger onderwijs voorbereidt;

2<sup>o</sup> het zevende vervolmakings- of specialisatiejaar van het technisch kwalificatieonderwijs;

3<sup>o</sup> het zevende vervolmakings- of specialisatiejaar van het beroepsonderwijs;

4<sup>o</sup> het zevende jaar dat na afloop van de derde graad van het beroepsonderwijs met het oog op het uitreiken van het getuigschrift van hoger secundair onderwijs georganiseerd wordt zonder dat daarenboven een kwalificatiegetuigschrift wordt uitgereikt.

**Art. 14. § 1.** De in de artikelen 8, 9, 10, 12 en 13 bedoelde delers mogen niet lager dan 10 of hoger dan 24 zijn.

§ 2. De aan de eerste twee jaren van het secundair onderwijs toegekende begeleiding is gunstiger dan de begeleiding toegekend aan de tweede en de derde graad van het doorstromingsonderwijs.

Voor de leerlingen die in het tweede jaar secundair onderwijs een technische opleiding volgen die minstens zes lestijden omvat, mag de op dit deel van de optionele vorming toegepaste deler niet hoger dan 12 zijn voor de eerste schoolbevolkingsschijf.

§ 3. De aan het eerste jaar B toegekende deler wordt op 10 vastgesteld. Voor de overige schijven mag hij niet hoger zijn dan 14.

De aan het tweede jaar beroepsonderwijs toegekende deler mag niet hoger zijn dan 14. Een schoolbevolkingsschijf geniet een deler die niet hoger dan 12 mag zijn.

§ 4. De deler toegekend voor de optionele vorming in het beroepsonderwijs en in het technisch kwalificatieonderwijs wordt vastgesteld op 10 voor de eerste schijf lestijden/leerlingen. Dezelfde deler wordt voor het geheel van de lessen met aparte telling, bedoeld in artikel 10, lid 4, gebruikt.

De deler toegekend aan de gemeenschappelijke vorming in de tweede graad van het beroepsonderwijs kan niet hoger zijn dan 18. Een schoolbevolkingsschijf geniet een deler die niet hoger kan zijn dan 18.

§ 5. De som van de door de Executieve vastgestelde getallen in toepassing van de artikelen 8 en 9, en van het aantal lestijden die het aantal lestijden/leerling bepaalt dat wordt vastgesteld in toepassing van artikel 10, kan niet lager dan 30 of hoger dan 34 zijn.

De door de Executieve in toepassing van de artikelen 12 en 13 vastgestelde getallen mogen niet lager dan 30 of hoger dan 34 zijn.

De lestijdbreuken per leerling, vastgesteld door de Executieve in toepassing van artikel 11, mogen niet lager zijn dan één twintigste of hoger dan zes twintigste.

**Art. 15. § 1.** De Executieve stelt een minimumbegeleiding vast, rekening houdend met de omvang van de inrichting en de structuur ervan, voor de inrichtingen die gelegen zijn op meer dan 12 km van een andere gelijkaardige inrichting of in gemeenten waarvan de bevolkingsdichtheid lager is dan 125 inwoners per km<sup>2</sup>, en die :

1<sup>o</sup> minder dan 450 leerlingen tellen indien ze de drie graden organiseren;

2<sup>o</sup> minder dan 350 leerlingen tellen indien ze slechts de eerste twee graden organiseren;

3<sup>o</sup> minder dan 300 leerlingen tellen indien ze slechts de tweede en de derde graad of enkel de eerste graad organiseren;

4<sup>o</sup> minder dan 500 leerlingen tellen indien ze de drie graden en de drie onderwijsvormen in de tweede en in de derde graad organiseren;

5<sup>o</sup> minder dan 350 leerlingen tellen indien ze slechts de tweede en de derde graad en de drie onderwijsvormen in deze twee graden organiseren.

Deze paragraaf is niet van toepassing wanneer de totale schoolbevolking van de inrichtingen van een zelfde net, gelegen op het grondgebied van dezelfde gemeente, hoger is dan 1 200 leerlingen.



§ 2. De Executieve kan van de in artikel 9 vastgestelde regels afwijken, zowel inzake de delers als inzake de schoolbevolkingsschijven, voor de leerjaren in verband met het aanleren van moderne talen als communicatiewerktuig, ten gunste van de inrichtingen gelegen in de gemeenten bedoeld in artikel 3, 3<sup>o</sup> en 4<sup>o</sup> van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs en die :

- 1<sup>o</sup> minder dan 450 leerlingen tellen indien ze de drie graden organiseren;
- 2<sup>o</sup> minder dan 350 leerlingen tellen indien ze slechts de eerste 2 graden organiseren;
- 3<sup>o</sup> minder dan 300 leerlingen tellen indien ze slechts de 2<sup>e</sup> en de 3<sup>e</sup> graad of slechts de 1<sup>e</sup> graad organiseren.
- 4<sup>o</sup> minder dan 550 leerlingen tellen indien ze de drie graden en de drie onderwijsvormen in de tweede en de derde graad organiseren;
- 5<sup>o</sup> minder dan 350 leerlingen tellen indien ze slechts de tweede en de derde graad en de drie onderwijsvormen in deze twee graden organiseren.

Art. 16. Op grond van hun opvoedkundige projecten kent de Executieve een aanvullende begeleiding toe aan de scholen die leerlingen opnemen die het wegens hun sociaal-culturele omgeving bijzonder moeilijk hebben, inz. bij het machtig worden van de Franse taal.

#### Afdeling 2. - Minimale basisbegeleiding

Art. 17. In de inrichtingen die secundair onderwijs van type I organiseren, wordt het aantal lestijden/leraar, verkregen in toepassing van de artikelen 8 t/m 14, vermeerderd zodat het minimumaantal dat de Executieve vaststelt, wordt bereikt.

Lid 1 is niet van toepassing tijdens de eerste twee jaren na de oprichting van een optie, een jaar of een graad, noch tijdens de eerste twee jaren na de heropening van een bij artikel 19 bepaalde optie.

#### Afdeling 3. — Minimumschoolbevolking

Art. 18. De Executieve stelt een minimumschoolbevolking per graad, per cyclus, per jaargroep, per afdeling of per optie vast :

- 1<sup>o</sup> voor de inrichtingen gelegen in gemeenten waarvan de bevolkingsdichtheid lager is dan 125 inwoners per km<sup>2</sup> of die gelegen zijn op meer dan 12 km van een andere gelijkaardige inrichting;
- 2<sup>o</sup> voor de overige inrichtingen

Art. 19. § 1. Elke graad, cyclus, afdeling of optie die gedurende twee opeenvolgende jaren het bij artikel 18 bepaalde minimum niet bereikt, wordt jaar per jaar gesloten vanaf het volgende schooljaar.

Wanneer de minimumbevolkingen op een enkel studiejaar slaan, wordt die welke gedurende twee opeenvolgende schooljaren het bij artikel 18 bepaalde minimum niet bereikt, het volgende schooljaar gesloten.

§ 2. De Executieve kan van § 1 afwijken ten gunste van de inrichtingen gelegen op minstens 12 km van een andere gelijkaardige inrichting waarin dezelfde graad of cyclus wordt georganiseerd.

De Executieve kan van § 1 afwijken voor een optie die niet wordt georganiseerd in een andere inrichting gelegen op een door de Executieve vastgestelde afstand, wanneer deze optie aan een duidelijke regionale behoefte voldoet of de werkgelegenheid verzekert.

§ 4. Een inrichting kan de organisatie van een optie gedurende hoogstens twee opeenvolgende schooljaren opschorten. In dit geval kan ze deze optie opnieuw organiseren mits ze op 1 oktober de in artikel 18 bedoelde bevolking in het geval van een apart studiejaar bereikt, en de helft van de minimumschoolbevolking bedoeld in artikel 18 ingeval het een graad betreft.

Indien de optie op de laatste schooldag van het eerste kwartaal bovenvermelde norm niet meer bereikt, wordt ze jaar per jaar gesloten vanaf het volgende schooljaar en mag ze slechts worden heropend mits de in het koninklijk besluit d.d. 30 maart 1982 bedoelde programmatieregels worden nageleefd.

#### Afdeling 4. — Aanwending van de lestijden/leraar

Art. 20. § 1. De overdracht van lestijden/leraar, toegekend aan de eerste graad van het secundair onderwijs van type I op aan de eerste twee jaren van het secundair onderwijs van type II, naar de andere graden of jaren mag 5 p.c niet overschrijden.

De Executieve kan een afwijking van de bepalingen van het vorig lid toekennen onder voorwaarden die ze bepaalt, en een overdracht mogelijk maken die 10 % niet mag overschrijden. Deze overdrachten mogen niet tot gevolg hebben dat de groepen gemiddeld meer dan 22 leerlingen in de 1<sup>e</sup> graad tellen.

In het onderwijs van type I mogen de overdrachten van lestijden/leraar, toegekend aan het kwalificatietoelatingsonderwijs, naar het doorstromingsonderwijs 5 % niet overschrijden.

In het onderwijs van type II mogen de overdrachten van lestijden/leraar, toegekend aan het technisch onderwijs en aan het beroepsonderwijs, naar het algemeen vormend onderwijs van type II of naar het doorstromingsonderwijs van type I, 5 % niet overschrijden.

Lid 2 en lid 3 zijn echter niet van toepassing wanneer de inrichting in het doorstromingsonderwijs enkel de technische vorm organiseert.

§ 2. De overdrachten van lestijden/leraar tussen inrichtingen die tot hetzelfde net behoren, worden toegelaten, met inbegrip van overdrachten naar de scholengemeenschappen en de centra voor alternerende opleiding.

§ 3. Met inachtneming van de veiligheidsnormen voor de samenstelling van de leerlingengroepen mag het totaal aantal lestijden/leraar vrij door het inrichtingshoofd aangewend worden na raadpleging van het onderwijzend personeel, alsmede van de inspraakraad in het onderwijs van de Franse Gemeenschap.

§ 4. Lestijden/leraar mogen aangewend worden :

- 1<sup>o</sup> voor de werkzaamheden van de klasraden en -directies;
- 2<sup>o</sup> voor de opvoedkundige coördinatie;
- 3<sup>o</sup> voor de organisatie van de mediateek;
- 4<sup>o</sup> voor de coördinatie school-samenleving.

§ 5. Lestijden/leraar mogen eveneens aangewend worden voor een bijkomende begeleiding door opvoedend hulp personeel, naar rato van de omvang van een ambt met volledige prestaties van studiemeester-opvoeder of van maatschappelijk assistent per 24 lestijden/leraar, om voor sociale en opvoedkundige begeleiding te zorgen.

Art. 21. § 1. Elke inrichtende macht of elke groep van inrichtende machten heeft het recht om hoogstens 1 % van het totaal aantal lestijden/leraar in de inrichtingen die ze organiseert, te gebruiken om een betere werking van sommige ervan mogelijk te maken, inz. de organisatie van de in artikel 19, § 3 bedoelde opties of de aanstelling, voor taken die nuttig zijn voor verschillende inrichtingen, van leden van het bestuurs- of onderwijzend personeel die niet volledig ter beschikking zijn gesteld wegens ontstentenis van betrekking en aan wie het aantal lessen waarvoor ze bezoldigd worden, niet kon worden toegekend.

In het gesubsidieerd vrij onderwijs ressorteren de bepalingen van lid 1 onder de bevoegdheid van de groep van inrichtende machten, per aardrijkskundige zone.

§ 2. De Executieve kan aan elk net een aantal bijkomende lestijden toekennen ten belope van een door haar te bepalen percentage van het totaal aantal lestijden/leraar tijdens het vorig schooljaar georganiseerd in het betrokken net.

Gedurende de in artikel 28 bedoelde vijf jaren moeten deze lestijden/leraar voor elke andere aanwending toegekend worden om voor taken die nuttig zijn voor verschillende inrichtingen, de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel die wegens ontstentenis van betrekking volledig ter beschikking gesteld waren of aan wie het aantal lessen waarvoor zij bezoldigd worden, niet kan worden toegekend, aan te stellen.

#### HOOFDSTUK II. — *Telling van de leerlingen*

Art. 22. § 1. Het aantal in aanmerking genomen leerlingen, voor de toepassing van hoofdstuk II is het aantal leerlingen regelmatig ingeschreven op de laatste schooldag van het eerste kwartaal van het vorige schooljaar, verminderd met het aantal leerlingen die definitief uit de school werden uitgesloten tussen die datum en 30 juni van dat schooljaar. De leerling die van studierichting, van onderwijsvorm, van studiejaar of van inrichting veranderde op de 1e dag van het 2e kwartaal, wordt overeenkomstig zijn nieuwe keus geteld.

§ 2. De inrichting die tussen de laatste schooldag van het eerste kwartaal en 30 april van hetzelfde schooljaar een schoolplichtige leerling opneemt die definitief uit een andere inrichting werd uitgesloten, mag hem toevoegen aan het aantal leerlingen bepaald in § 1 voor zover hij de lessen in de inrichting tot 30 juni regelmatig heeft gevolgd.

§ 3. De Executieve bepaalt, op dezelfde wijze voor alle netten, de regels inzake de rechtvaardiging van afwezigheden.

§ 4. Het aantal in aanmerking genomen leerlingen voor het inrichten van de lessen in de godsdienst en de niet-confessionele zedenleer wordt op 1 oktober van het lopend schooljaar vastgesteld.

Art. 23. De Executieve kan van de in artikel 22 bedoelde datum van de laatste schooldag van het eerste kwartaal afwijken.

#### HOOFDSTUK IV. — *Overleg*

Art. 24. Na overleg met de vertegenwoordigers van de verschillende inrichtende machten :

1° bepaalt de Executieve de opties en afdelingen die per graad of cyclus en per onderwijsvorm kunnen worden ingericht;

2° rangschikt ze de opties en afdelingen in sectoren en, binnen de sectoren, in groepen;

3° omschrijft ze per aardrijkskundige zone die ze bepaalt, de verplichtingen tot overleg tussen gelijkaardige inrichtingen;

4° mag ze in afwijking van de maatregelen getroffen in toepassing van de artikelen 18 en 19, gunstiger schoolbevolkingsminima vaststellen ten einde een voldoende aanbod inzake opleiding mogelijk te maken per aardrijkskundige zone en per karakter.

Het in lid 1 bedoelde overleg betreft in het bijzonder de programmatie en de harmonisering van het gewestelijk aanbod inzake opleiding en de aanwending van de in artikel 21 bedoelde lestijden/leraar.

Art. 25. De organisatie of de subsidiëring van nieuwe opties wordt afhankelijk gemaakt van het gunstig advies voortvloeiend uit het in artikel 24, lid 1, 3° bedoelde overleg. Indien een inrichtende macht geen rekening houdt met een ongunstig advies, verliest ze het voordeel van de kredieten of van de toelagen voor geheel de inrichting waar betrokken optie georganiseerd wordt.

#### HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 26. § 1. Opgeheven worden :

1° de artikelen 1 tot 5, 8 tot 16, 19, 20, 21, 22 en 23 van het decreet van 2 juli 1990 tot vaststelling van de berekenings- en aanwendingswijze van het globaal aantal lestijden/leraar voor het onderwijs met volledig leerplan van type I en type II;

2° artikel 2, § 3 van de wet van 19 juli 1971 betreffende de organisatie en de algemene structuur van het secundair onderwijs;

3° het koninklijk besluit van 15 december 1973 houdende bepaling van de splitsings- en hergroepeeringsnormen van studiejaar in het technisch onderwijs, voor zover het betrekking heeft op het secundair onderwijs met volledig leerplan;

4° artikel 1, 2° van het koninklijk besluit d.d. 9 november 1981 houdende bepaling van de voorwaarden waaraan een scholengemeenschap moet voldoen;

5° de artikelen 11, 33, lid 2, en 38 van bovenvermeld koninklijk besluit d.d. 30 maart 1982.

§ 2. In het koninklijk besluit nr. 49 d.d. 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet voor het secundair onderwijs van type I, en betreffende de fusie van inrichtingen, alsook sommige betrekkingen van het personeel van de inrichtingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II, worden onderstaande wijzigingen aangebracht :

1° artikel 4, gewijzigd bij de wet van 20 juni 1983, wordt vervangen door de volgende bepaling :

\* Artikel 4. § 1. In de 1e en de 2e graad zijn ten minste vereist :

a) 10 leerlingen voor

— een basisoptie;

— een aanvullende activiteit.

Wanneer een optie van het 3e jaar, waarvan de Minister het polyvalent karakter erkent, gesplitst wordt in verschillende opties in het 4e jaar, geldt de norm evenwel niet voor één van die opties;

b) 8 leerlingen voor

— een optie in het 4e heroriënteringsjaar;

— een optie in het 5e volmakings- of specialisatiejaar, of 8 leerlingen gemiddeld wanneer verschillende opties georganiseerd worden, mits elk ervan ten minste 6 leerlingen telt.

Er is geen normvereiste in het 5e volmakings- of specialisatiejaar voor een optie waarvoor het kwalificatieattest niet uitgereikt wordt na afloop van het 4e leerjaar, bij toepassing van artikel 23, 3° van voormeld koninklijk besluit van 30 juli 1978;

c) 12 leerlingen voor een 1e jaar B en voor een 2e jaar beroepsonderwijs.

Die minima worden resp. tot 6 en 12 verminderd voor de eerste oprichting in een nieuwe scholengemeenschap.

§ 2. In het jaar voorbereiding tot het beroeps onderwijs is voor de organisatie van meer dan één beroepenveld een gemiddelde van 10 leerlingen vereist, mits elk ervan ten minste 8 leerlingen telt.

In het 2e jaar beroeps onderwijs is voor de oprichting van meer dan één basisoptie een gemiddelde van 10 leerlingen vereist, mits elk ervan ten minste 8 leerlingen telt.

§ 3. Als in een 3e doorstromingsjaar of in een 3e kwalificatiejaar van het technisch onderwijs gelijknamige gegroepeerde opties georganiseerd worden, is een gemiddelde van 10 leerlingen vereist, mits elk ervan ten minste 8 leerlingen telt. »

2° de woorden « van hoge frequentie » vervallen in artikel 5, d, gewijzigd bij koninklijk besluit 438 van 11 augustus 1986;

3° de woorden « een optie van lage frequentie » vervallen in artikel 5, b;

4° artikel 8 wordt opgeheven;

5° opgeheven worden ook :

a) artikel 2, § 2;

b) artikel 5, c, gewijzigd bij koninklijk besluit 438 d.d. 11 augustus 1986;

c) artikel 24 bis, ingevoegd bij de wet van 29 juni 1983;

d) artikel 7, § 5, laatste lid.

§ 4. In het koninklijk besluit van 30 maart 1982 voormeld kan de Executieve de bepalingen wijzigen, ingevoegd bij de besluiten 438 d.d. 11 augustus 1986 waarbij voor het schooljaar 1986-1987 het aantal lestijden/leraar bepaald wordt voor het onderwijs met volledig leerplan van type I, 539 d.d. 31 maart 1987 tot bepaling van het aantal lestijden/leraar voor het onderwijs met volledig leerplan van type I voor het schooljaar 1987-1988, en 540 d.d. 31 maart 1987 tot bepaling van het aantal lestijden/leraar voor het onderwijs met volledig leerplan van type II voor het schooljaar 1987-1988.

§ 4. In afwijking van artikel 3, § 2, lid 2 van de wet van 29 mei 1950 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving mag een scholengemeenschap voor secundair onderwijs uit de enige inrichting bestaan die ingevolge de samenvoeging of de sluiting van inrichtingen overblijft.

Lid 1 is slechts van toepassing tot de oprichting van de aardrijkskundige zones in toepassing van artikel 24, lid 1, 3°.

**Art. 27.** De Executieve mag de wets- en decreetsbepalingen coördineren betreffende het secundair onderwijs, alsmede de bepalingen die ze uitdrukkelijk of impliciet zouden hebben gewijzigd op het ogenblik van deze coördinatie.

Te dien einde mag ze :

1° de volgorde, de nummering en in het algemeen de schikking van de te coördineren bepalingen wijzigen, met een andere onderverdeling;

2° de verwijzingen die in de te coördineren bepalingen voorkomen, wijzigen ten einde ze in overeenstemming te brengen met de nieuwe nummering;

3° de tekst van de te coördineren bepalingen wijzigen met het oog op de overeenstemming ervan en op de eenvormigheid van terminologie, zonder afbreuk te doen aan de in die bepalingen vervatte beginselen.

Het opschrift van de coördinatie zou als volgt luiden :

« Decreet betreffende het secundair onderwijs, gecoördineerd op... »

**Art. 28.** De Executieve legt de overgangsmaatregelen vast voor de eerste vijf jaren van de toepassing van de hoofdstukken I en II van dit decreet, ten einde :

1° een geleidelijke overgang mogelijk te maken van de resultaten die zouden zijn verkregen door de bij voormeld decreet d.d. 2 juli 1990 vastgestelde berekening, naar de resultaten verkregen door de berekening vastgesteld in toepassing van dit decreet;

2° de wederaanstelling in een ander ambt mogelijk te maken voor de vastbenoemde personeelsleden wier benoeming erkend is, daar waar de erkenning bestaat, in een bevorderings- of selectieambt en die wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking zouden worden gesteld ingevolge de bepalingen van hoofdstuk I;

3° de aanpassing aan hun nieuwe structuur te vergemakkelijken voor de inrichtingen die samengevoegd worden.

**Art. 29.** De Executieve bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit decreet, met uitzondering :

a) van artikel 26, § 1, 4° en 5°, en § 2, 1°, 2°, 3°, 4° en 6°, dat uitwerking heeft op 1 juli 1992;

b) van artikel 26, § 2, 5° dat in werking treedt op 1 juli 1993.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 29 juli 1992.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,  
belast met Cultuur en Communicatie,

B. ANSELME

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs,

E. DI RUPO

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

Mevr. M. DE GALAN